Burundi : La solution proposée par l'UA conforte le camp Nkurunziza

RFI, 28-02-2016 Burundi : retour sur la visite de la délégation de haut niveau de l'UA. Après une visite de deux jours de quatre chefs d'Etats africains au Burundi, adoubs par leurs pairs pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise politique, la délégation de haut niveau de l'Union africaine a proposé sa solution. Une solution qui semble faire le bon du pouvoir alors qu'une partie de l'opposition les accusent d'être venus tout simplement pour « conforter le président Nkurunziza ».

Lorsque cette délégation de haut niveau a été constituée, la question d'une mission de protection et d'interposition au Burundi, la Maprobu, avait été mise à son agenda, même si le sommet de l'Union africaine avait mis un coup d'arrêt à ce projet. Les cinq chefs d'Etats africains viennent de lui donner le coup de grâce pendant leur visite au Burundi. A la place, ils proposent à l'Union africaine de porter à 100 le nombre de ses observateurs des droits de l'homme, ainsi que pour ses experts militaires « non armés ». Autre sujet sur lequel la délégation était attendue, celui de la relance du processus de dialogue au point mort. La délégation de haut niveau a certes appelé le médiateur ougandais à organiser plus vite possible un dialogue inclusif, mais elle précise que ce sera avec « les acteurs importants » de la crise. Le pouvoir refuse de discuter avec le Cnared. Il s'agit d'une formulation plutôt vague qui laisse une grande marge d'interprétation, ce qui convient sans doute au pouvoir du président Pierre Nkurunziza, qui a refusé jusqu'ici de s'asseoir autour de la même table que le Cnared (Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'état de droit au Burundi), une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise. Bujumbura, qui l'accuse d'être derrière les violences dans ce pays, s'appuie pour cela sur la résolution 2048 de l'ONU qui l'appelle à un dialogue avec des interlocuteurs « pacifiques ». Les professions de foi de l'opposition qui dit avoir opté jusqu'ici pour le combat politique et les pressions de la communauté internationale n'y ont rien fait, Bujumbura a réaffirmé son refus, à la fin de la visite des chefs d'Etats africains. Selon le président du Cnared, Léonard Nyangoma, le pouvoir « a peur de la présence du Cnared à la table des négociations, parce qu'il représente réellement l'opposition ». Mais ce n'est pas qui va désigner les protagonistes aux négociations, c'est la médiation, estime-t-il. Une médiation que le mouvement d'opposition souhaite rencontrer, notamment pour accélérer le processus de dialogue. André Guichaoua : « Les médiations représentent un intérêt non négligeable. Malgré l'impuissance apparente de leur démarche, elles marquent le Burundi en vue dans l'agenda international. Cette activité diplomatique intense interdit en fait depuis plus d'un mois moins les débordements et les dérives majeures qui s'esquissaient. »